

**Accord professionnel**

**BANQUE POPULAIRE**

---

ACCORD DU 4 MAI 2010  
RELATIF AUX SALAIRES POUR L'ANNÉE 2010

NOR : ASET1050928M

Les parties signataires réunies dans le cadre de la négociation annuelle obligatoire prévue au niveau des branches professionnelles par l'article L. 2241-1 du code du travail, et à la suite de 3 réunions tenues les 4 mars, 26 mars et 29 avril 2010, sont convenues des mesures qui suivent.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le champ d'application de l'accord comprend l'ensemble des entreprises du réseau des Banques populaires mentionné à l'article 5-I de la loi n° 2009-715 du 18 juin 2009 relative à l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires.

**Article 2**

*Salaire de référence*

Le salaire de référence est égal au salaire annuel de base conventionnel.

**Article 3**

*Mesures salariales*

Les bénéficiaires des mesures salariales visées au présent article sont les salariés des entreprises susvisées des niveaux A à K inclus de la convention collective de la banque, inscrits à l'effectif des entreprises définies à l'article 1<sup>er</sup> au 31 décembre 2009 et au 1<sup>er</sup> mai 2010.

A effet du 1<sup>er</sup> mai 2010 :

1. Une augmentation de 1,5 % des salaires annuels minima de la convention collective de la banque, toutes anciennetés confondues.
2. Une augmentation générale pérenne de 0,9 % du salaire de référence, assortie d'un plancher annuel de 220 €.

#### **Article 4**

##### *Régime supplémentaire de retraite collective*

Les bénéficiaires de la mesure prévue au présent article sont l'ensemble des salariés des entreprises visées à l'article 1<sup>er</sup> du présent accord à l'exception de la Bred-Banque populaire et du Crédit coopératif qui disposent de régimes surcomplémentaires propres.

Les parties au présent accord ont décidé de proposer à la commission paritaire de l'IPBP dans le règlement dudit régime la mesure suivante : une augmentation de 0,50 % du taux de cotisation au régime supplémentaire de retraite collective, soit 0,30 % à la charge de l'employeur dès 2010 et 0,20 % à la charge du salarié étalée sur 2 années (0,10 % en 2010 et 0,10 % en 2011).

#### **Article 5**

##### *Prochaine rencontre*

Les parties signataires s'accordent sur la possibilité d'une éventuelle rencontre au cours du second semestre 2010, si la conjoncture économique était significativement différente des perspectives et hypothèses prises en compte dans la négociation.

#### **Article 6**

##### *Prochaines négociations*

Les parties signataires conviennent de prolonger, au cours de l'année 2010, leurs travaux consacrés à la poursuite de l'examen d'autres thèmes inclus dans la négociation annuelle obligatoire de branche :

- la mise en place de minima de branche Banque populaire ;
- l'égalité professionnelle.

Dans l'attente des travaux sur le sujet des inégalités professionnelles, les parties signataires tiennent à rappeler qu'en matière de rémunérations ces inégalités ayant différentes causes tenant à la structure, à la nature des emplois occupés par les femmes ou à des traitements salariaux hétérogènes, les entreprises de la branche sont invitées à poursuivre et finaliser l'examen de l'ensemble de ces facteurs pour supprimer les écarts de rémunération.

En effet, tout écart de rémunération entre les femmes et les hommes, non justifié par des éléments objectifs, doit être supprimé d'ici à fin 2010.

En conséquence, il appartient à chaque entreprise de la branche d'achever l'examen des situations individuelles selon les modalités qu'elle a fixées. Cet examen permet d'expliciter la différence salariale éventuellement constatée et, en l'absence de cause objective, de corriger cet écart.

## **Article 7**

### *Durée et date d'entrée en vigueur*

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée de 1 an. Il prend effet à compter du 1<sup>er</sup> mai 2010.

## **Article 8**

### *Demande de révision*

Tout signataire peut demander la révision du présent accord, conformément à l'article L. 2261-7 du code du travail. Cette demande doit être notifiée aux autres signataires par lettre recommandée, avec avis de réception. Cette lettre doit comporter les points concernés par la demande de révision et être accompagnée de propositions écrites.

Les négociations concernant cette demande devront s'ouvrir au plus tard dans un délai de 3 mois à compter de la réception de la demande de révision.

Le présent accord est notifié par l'organe central à l'ensemble des organisations syndicales.

## **Article 9**

### *Dépôt de l'accord*

Conformément aux dispositions prévues aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le présent accord sera déposé par l'organe central en double exemplaires, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique, auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Un exemplaire de ce texte sera également remis par l'organe central au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 4 mai 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisation patronale :**

BPCE.

### **Syndicats de salariés**

CFDT ;

SNB CFE-CGC.